

REVUE FRANÇAISE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

SOMMAIRE DU N° 165

POLITIQUES DE TRANSPARENCE

Dossier thématique coordonné par Hélène Michel

INTRODUCTION	5
Promesses et usages des dispositifs de transparence : entre approfondissement et redéfinition de la démocratie M ^{me} Hélène MICHEL, professeure de science politique à l'Université de Strasbourg, Institut d'études politiques	
 I. – INTÉGRITÉ ET TRANSPARENCE	
Moraliser au nom de la transparence. Genèse et usages de l'encadrement institutionnel du lobbying en France (2004-2017)	17
M. Guillaume COURTY, professeur de science politique à l'Université de Lille et M. Marc MILET, maître de conférences HDR en science politique à l'Université de Paris Panthéon-Assas	
La transparence des activités de lobbying au Québec : la grande illusion ?	33
M ^{me} Stéphanie YATES, professeure au département de communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal	
Dispositifs de transparence et régulation des conflits d'intérêts dans le secteur du médicament	49
M. Boris HAURAY, chargé de recherche en sociologie à l'Inserm	
Entre valeur de service public et instrument déontologique : quelle place pour la transparence dans la « bonne » conduite des fonctionnaires en France (1970-2016) ?	63
M. Thomas SCAPIN, doctorant en science politique à l'Institut d'études politiques de Lyon	
 II. – TRANSPARENCE ET SURVEILLANCE CITOYENNE	
Paraître transparent ? Les usages des déclarations d'intérêts des maires des grandes villes françaises	79
M. Abel FRANÇOIS, professeur d'économie à l'Université de Lille I et M. Éric PHÉLIPPEAU, professeur de science politique à l'Université de Paris-Nanterre	
Contraire le fait syndical par sa mise en transparence financière aux États-Unis (années 1950 – années 2010)	95
M. Émilien JULLIARD, doctorant en sociologie politique à l'École des hautes études en sciences sociales	
La transparence dans l'Union européenne : réalisation de la bonne gouvernance et redéfinition de la démocratie	109
M ^{me} Hélène MICHEL, professeure de science politique à l'Université de Strasbourg, Institut d'études politiques	
Évolution et enjeux du droit d'accès aux documents administratifs depuis la loi du 7 octobre 2016 pour une République numérique	127
M. Marc DANDELOT, président de la Commission d'accès aux documents administratifs	

VARIA

Servir l'État aujourd'hui	135
M. Jean-Marc SAUVÉ, vice-président du Conseil d'État	

CHRONIQUES

Chronique de l'administration	145
M ^{me} Véronique CHAMPEIL-DESPLATS, M. Frédéric EDEL, M. Antoine FOUILLERON, M ^{me} Stéphanie HENETTE-VAUCHEZ, M. Jean-François MONTEILS, M. Jean-Luc PISSALOUX et M. Didier SUPPLISSON	
Chronique du secteur public économique	187
M. André G. DELION et M. Michel DURUPTY	
Chronique de l'administration européenne	197
M. François LAFARGE, M. Michel MANGENOT et M ^{me} Eleftheria NEFRAMI	

NOTES DE LECTURE

- Willy Beauvallet, Sébastien Michon, *Sociologie des élus*
- *L'ÉNA hors les murs*, numéros de décembre 2017 à mars 2018

APPEL À CONTRIBUTIONS

Que votre manuscrit porte sur un sujet susceptible de s'inscrire dans un dossier thématique d'un numéro à paraître ou qu'il soit destiné à la rubrique Varia, proposez-le à la *Revue française d'administration publique (RFAP)* en le déposant à l'adresse suivante :

<http://www.editorialmanager.com/rfap>

Pour le détail des conditions de publication, voir la charte éditoriale située en troisième de couverture et téléchargeable sur ena.fr